

L'ÉDITO

Pascal Lorent

L'EMPLOI DOIT SUSCITER VIGILANCE ET HUMILITÉ

Job, job, job ! Les chiffres de l'emploi pour la législature par Philippe Defeyt (IDD), ont de quoi faire bondir le Premier ministre tel un Marsupilami : 176.000 postes créés en moins de quatre ans. Trop s'enthousiasmer serait se tromper.

D'abord, parce que l'économiste insiste : difficile de faire la part dans les créations enregistrées entre ce qui provient de la croissance économique et ce qui est imputable aux politiques fédérales. On s'aventurera même plus loin : dans une économie ouverte comme celle de la Belgique, le volume d'activité est d'abord une question de contexte international. Et les mesures adoptées, tantôt par le gouvernement (saut d'index), tantôt par le biais de la concertation sociale (modération salariale) n'ont qu'un impact limité sur le volume de l'emploi, étant entendu que ce qui favorise la compétitivité vient parfois affaiblir la demande intérieure. Bref, rien n'est simple et le

constat de cette complexité est avant tout une invitation à l'humilité adressée au politique, trop souvent enclin à s'attribuer ces lauriers. Le jugement est par ailleurs réversible : la dégradation de la qualité de l'emploi participe

Derrière l'amélioration des chiffres, des évolutions inquiétantes sont à l'œuvre

tout autant d'un contexte global, face auquel le politique ne peut pas tout. Et cela d'autant plus que c'est encore aux entreprises

qu'incombe le choix de recruter. Cela signifie-t-il pour autant qu'il n'y a rien à espérer du politique en matière d'emploi ? Certainement pas. On le constate : certaines mesures peuvent avoir un effet accélérateur, bénéfique ou pas. Ainsi en créant les flexi-jobs, le gouvernement fédéral semble avoir stimulé le recours au travail temporaire, qui s'étend du CDD au contrat saisonnier en passant par l'intérim.

Certes le politique ne peut pas tout interdire, sous peine de figer un marché du travail par essence dynamique. Et il doit se montrer attentif aux nouvelles tendances qui apparaissent, telle que l'ubérisation de l'économie. Mais c'est afin de mieux les encadrer, pour que les droits des travailleurs ne soient pas sacrifiés au nom des seuls résultats économiques, et que chacun apporte sa contribution à la solidarité instituée.

Cette vigilance semble hélas s'être relâchée. L'emploi temporaire, le temps partiel non désiré, l'intérim bien au-delà de l'économiquement fondé, la stagnation salariale... Ces différentes tendances montrent que, derrière l'amélioration des chiffres de l'emploi, des évolutions inquiétantes sont à l'œuvre.

Les politiques doivent sérieusement s'en inquiéter. Car la confiance du citoyen à leur égard se fonde sur la conviction qu'ils pourront améliorer son quotidien demain. Et à l'inverse, son ressentiment se nourrit de cette certitude que les élus ne peuvent ou ne veulent rien faire pour y remédier. Et à laisser croire qu'on est responsable de l'amélioration des chiffres de l'emploi, on donne à penser qu'on l'est tout autant de la baisse de sa qualité.